

Surfer sur la mer de l'information Ou comment garder le cap sans se noyer

Les pratiques informationnelles des groupes de femmes dans la société de l'information : rapport de recherche-action sur les besoins et les pratiques des membres du CDÉACF

RÉSUMÉ



Par:

Sylvie Jochems, Université du Québec à Montréal / IREF Katherine Macnaughton-Osler, CDÉACF Marie-Claude Laberge, Université du Québec à Montréal / IREF

Juin 2007

Après 10 ans de travail avec les groupes de femmes pour les soutenir dans leur appropriation des technologies de l'information et de la communication (TIC), le CDÉACF se questionnait sur son rôle auprès des groupes.

Les différents services et outils mis à la disposition des groupes de femmes semblaient méconnus et sous-utilisés. De plus, les groupes de femmes faisaient part d'une surabondance de l'information, tout en ayant besoin plus que jamais de l'information pertinente à leur mission, notamment les résultats d'études et d'analyses critiques, les politiques gouvernementales et les sources possibles de financement.

Réunis en assemblée générale, les membres ont donc demandé au CDÉACF de réaliser une recherche afin de connaître les pratiques informationnelles des groupes de femmes et de prendre connaissance des besoins et de certaines solutions qui permettraient de surmonter les défis informationnels identifiés par les groupes eux-mêmes.

Partenaires

À l'été 2005, les bases d'un partenariat entre le CDÉACF et une professeure de l'UQAM ont été jetées. Un comité consultatif a été formé peu de temps après, constitué de l'équipe de recherche et d'organisations de femmes, membres ou alliées du CDÉACF :

- Carole Dodier, Femmes et Pouvoir de la MRC du Granit et Présidente du CDÉACF
- Monika Dunn / Francine Mailloux, Fédération du Québec pour le planning des naissances (FQPN)
- Caroline Farly, Fédération de ressources d'hébergement pour femmes violentées et en difficulté du Québec (FRHFVDQ)
- Lise Gervais, Relais-femmes
- Sylvie Jochems, professeure à l'École de travail social (UQAM) et membre de l'Institut de recherches et d'études féministes (IREF), chercheure principale
- Marie-Claude Laberge, étudiante de 2e cycle à l'École de travail social (UQAM) et membre de l'Institut de recherches et d'études féministes (IREF), adjointe de recherche
- Julie Leclair, CDÉACF
- Katherine Macnaughton-Osler, agente de développement femmes, TIC, information et documentation au CDÉACF, coordonnatrice du projet
- Charlotte Thibault, « Groupe des 13 » : la table de concertation des regroupements féministes du Québec

But et objectifs

Comme première tâche, le comité consultatif a formulé le but de la recherche :

Développer un modèle de service et d'intervention en matière d'information et de documentation qui favorise un espace permanent d'expression pour répondre aux besoins des groupes de femmes (principalement, mais pas exclusivement, les membres du CDÉACF)

Les objectifs de la recherche se déclinent ainsi :

- Connaître les besoins des groupes de femmes en matière d'information et de documentation, aussi bien en tant qu'utilisatrices de l'information et de la documentation, qu'à titre de productrices d'information et de documentation;
- 2. Concevoir collectivement un modèle d'intervention répondant aux besoins identifiés, afin d'augmenter l'efficacité des pratiques des groupes de femmes en matière d'information et de documentation dans leur travail d'amélioration de la condition des femmes, de contribution au processus d'élaboration des politiques gouvernementales et de défense des droits des femmes, notamment : définir le rôle du CDÉACF auprès des groupes de femmes, en tant que centre de documentation communautaire oeuvrant dans le champ de la condition féminine au Québec et au Canada francophone ;
- 3. Expérimenter ce modèle d'intervention en tant que projet-pilote : l'évaluer et l'ajuster au besoin ;
- 4. **Mettre en œuvre le modèle d'intervention** : entre autres, promouvoir le nouveau rôle du CDÉACF auprès des groupes de femmes.

Méthodologie

Dès les débuts du projet, l'équipe de recherche a décidé que cela prendrait la forme d'une recherche-action, afin de favoriser un aller-retour continu entre la recherche et l'action. Ce processus a permis également que les communications et la prise de décision soient partagés entre le CDÉACF et la professeure, avec la participation active du comité consultatif aux différentes étapes de la démarche : la cueillette des données, l'analyse des résultats et l'élaboration du plan d'action qui en a découlé.

Soixante-et-un questionnaires à réponse fermée ont été distribués aux groupes de femmes membres. Vingt questionnaires ont été complétés, ce qui a permis de recueillir des données quantitatives dans un premier temps. Par la suite, quatre groupes de discussion ont été organisés, permettant la cueillette de données qualitatives sur deux thèmes : la surabondance de l'information et la société de l'information. Une certification a été obtenue auprès du comité d'éthique de la recherche de l'UQAM pour les deux activités de cueillette de données.

Résultats

Les groupes de femmes ayant répondu au questionnaire ont dit utiliser peu les services du CDÉACF en matière d'information et de documentation. Toutefois, les groupes qui les utilisent ont déclaré en être satisfaits ou très satisfaits.

La majorité des répondantes au questionnaire et des participantes aux groupes de discussion ont affirmé qu'elles vivent le phénomène de la surabondance de l'information. Elles ont décrit ce phénomène par la trop grande quantité d'information qu'elles reçoivent dans le cadre de leur travail. Plusieurs participantes aux groupes de discussion ont affirmé qu'il est difficile de trier et de prioriser l'information au regard de leurs fonctions et de la mission de leurs organisations. En dépit de ce constat, elles ont dit qu'Internet est incontournable, entre autres en tant qu'outil de mobilisation des femmes.

Dans les groupes de discussion, de nombreuses participantes ont insisté sur le fait que les travailleuses et les militantes des groupes de femmes manquent de temps pour lire, réfléchir, analyser l'information et la documentation, et même pour diffuser leurs propres analyses. Comment faire face à ces défis ? La gestion de l'information nécessite de nouvelles ressources, qu'elles soient financières, informatiques et même humaines. Les participantes sont à la recherche d'information féministe qui leur servirait dans le cadre de leur activités et certaines ont affirmé que l'information et les analyses féministes sont à développer et à diffuser davantage.

Plusieurs participantes ont déploré le traitement médiatique des enjeux qui touchent les femmes et les groupes de femmes, souvent défavorable et dépourvu d'analyse critique. Elles s'inquiètent également qu'un certain discours anti-féministe prenne de plus en plus de place au sein des médias de masse et trouve de l'écoute auprès du grand public. Aussi, est-il plus que jamais nécessaire de poser un regard critique et féministe sur l'information et de voir à faire passer les messages féministes. De plus, les participantes ont exprimé le besoin de se concerter, de réfléchir ensemble et de partager leurs expériences liées à la société de l'information afin d'identifier collectivement des pistes de solutions.

Perspectives

Les résultats de cette recherche-action ont été analysés collectivement, puis traduits en un plan d'action à trois volets :

- 1. Consolider, améliorer, promouvoir et favoriser l'appropriation des services existants du CDÉACF en condition féminine auprès de / par les groupes de femmes ;
- 2. Développer des outils en soutien aux groupes de femmes, dans leurs pratiques en matière de gestion de l'information et de la documentation ;
- 3. Mettre en place des lieux d'échanges et d'analyse des pratiques informationnelles et documentaires et des enjeux pour les groupes de femmes dans la société de l'information.

Cette recherche-action a exploré les besoins et les pratiques informationnelles des groupes de femmes. De plus, elle a mené à un plan d'action et à une première analyse du sens et des formes des pratiques informationnelles des groupes de femmes du Québec membres du CDÉACF. Des réponses ont été formulées collectivement, au terme de ce processus partenarial.

Quelles sont les prochaines étapes ? La diffusion des résultats et la mise en œuvre d'un projetpilote qui devra être évalué et ajusté. Par la suite, le nouveau modèle de service et d'intervention en matière d'information et de documentation à l'intention des groupes de femmes sera mis en place afin de répondre de façon continue aux besoins.

Que de nombreuses actions en perspective, de solidarités à consolider et de nouveaux liens à créer! Les bases sont solides, les résultats de cette recherche-action le prouvent : les femmes en ont long à dire sur leurs expériences en tant qu'actrices de la société de l'information, et leurs besoins dans ce contexte-là. Elles mettent de l'avant des solutions qui serviront de canevas à l'action du CDÉACF en matière de condition féminine pour les années à venir.



Nous souhaitons remercier pour leur soutien financier la Faculté des sciences humaines de l'Université du Québec à Montréal (Programme d'aide financière à la recherche, Projets ciblés – Démarrage ou transition en cours de carrière), le Programme d'aide financière à la recherche et à la création (PAFARC, volet 3) de l'UQAM, le Protocole UQAM/Relais-femmes du Service aux collectivités de l'UQAM et la direction du Service aux collectivités sans lesquels ce projet n'aurait pas eu le succès qu'il a connu.

ISBN: 978-2-922995-25-1 (version imprimée) ISBN: 978-2-922995-26-8 (version électronique)

Dépôt légal - Bibliothèque et archives Canada, 2007

Dépôt légal – Bibliothèque et archives nationales Québec, 2007

Pour obtenir la version intégrale de ce rapport : le télécharger en format PDF à partir de la Bibliothèque virtuelle : http://bv.cdeacf.ca/CF_PDF/101975.pdf ou communiquer avec le CDÉACF

Pour accéder à toute l'information et la documentation afférente à ce projet, visiter la page Web suivante : http://netfemmes.cdeacf.ca/pratinfos/